



**BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE**  
EUROSYSTEME

# DÉCLARATION DE POLITIQUE MONÉTAIRE

**Francfort-sur-le-Main, le 11 juin 2026**

## CONFÉRENCE DE PRESSE

**Christine Lagarde, présidente de la BCE,  
Boris Vujčić, vice-président de la BCE**

Bonjour, le vice-président et moi-même vous souhaitons la bienvenue à cette conférence de presse.

Le Conseil des gouverneurs entend mener sa politique monétaire de façon à assurer la stabilisation de l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme. Conformément à cet engagement, nous avons décidé ce jour d'augmenter les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE de 25 points de base. La guerre au Moyen-Orient génère des pressions sur l'inflation, et la décision de relever les taux directeurs est robuste à un ensemble de scénarios évaluant l'évolution possible du choc et ses répercussions potentielles sur les perspectives à moyen terme pour la zone euro.

Selon le scénario de référence des dernières projections macroéconomiques des services de l'Eurosystème, l'inflation totale devrait s'établir en moyenne à 3,0 % en 2026, 2,3 % en 2027 et 2,0 % en 2028. S'agissant de l'inflation hors énergie et produits alimentaires, le scénario de référence table sur une hausse moyenne de 2,5 % en 2026 et 2027, et 2,2 % en 2028. Par rapport aux projections de mars, les services de l'Eurosystème ont revu à la hausse leur projection de référence pour l'inflation en 2026 et 2027, en raison d'une trajectoire plus élevée des prix de l'énergie, qui, dans une certaine mesure, devrait alimenter la hausse des prix des produits alimentaires, des biens et des services. Le scénario de référence anticipe une croissance économique moyenne de 0,8 % en 2026, 1,2 % en 2027 et 1,5 % en 2028. Cela représente une révision à la baisse pour 2026 et 2027, reflétant des effets plus prononcés de la guerre sur les marchés des matières premières, les revenus réels et la confiance.

Les perspectives demeurent incertaines, avec des risques haussiers pour l'inflation et des risques baissiers pour la croissance économique. Les implications complètes de la guerre pour l'inflation et la

**Banque centrale européenne**  
Direction générale Communication  
Sonnemannstrasse 20, 60314 Francfort-sur-le-Main, Allemagne  
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : [media@ecb.europa.eu](mailto:media@ecb.europa.eu), site internet : [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu)

La reproduction est autorisée à condition de citer la source.

croissance à moyen terme dépendront de l'intensité et de la durée du choc sur les prix de l'énergie, ainsi que de l'ampleur de ses effets indirects et de second tour. Cette incertitude se reflète également dans le large éventail de résultats concernant l'inflation et la croissance dans les scénarios illustratifs élaborés et mis à jour par les services de l'Eurosystème. Ces scénarios seront publiés avec les projections macroéconomiques sur notre site internet.

Avec la décision prise ce jour, nous restons en bonne position pour faire face à l'incertitude provoquée par la guerre. Nous surveillerons de près la situation et suivrons une approche s'appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l'orientation appropriée de la politique monétaire. Plus particulièrement, nos décisions relatives aux taux directeurs seront fondées sur notre évaluation des perspectives d'inflation et des risques qui les entourent, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière.

Les décisions que nous avons prises aujourd'hui sont présentées dans un [communiqué de presse](#) disponible sur notre site internet.

Je voudrais à présent décrire de façon plus détaillée comment nous envisageons l'évolution de l'économie et de l'inflation, puis j'expliquerai notre évaluation des conditions financières et monétaires.

## Activité économique

Après correction d'un facteur temporaire en Irlande, l'économie de la zone euro a crû au premier trimestre, soutenue par la demande intérieure et les exportations. Toutefois, la guerre au Moyen-Orient pèse sur l'activité et les enquêtes signalent un ralentissement, en particulier dans le secteur des services. L'activité manufacturière a bien résisté jusqu'à présent. Cela s'explique en partie par le fait que les entreprises ont constitué des stocks pour faire face aux pressions sur les chaînes d'approvisionnement. Cela reflète également une augmentation des dépenses consacrées à la défense.

Le marché du travail continue de faire preuve de résilience. Le chômage, à 6,3 % en avril, reste proche de ses points bas historiques. De nouveaux emplois ont été créés au premier trimestre, bien qu'à un rythme plus lent qu'au dernier trimestre 2025. La demande de main-d'œuvre s'est encore ralentie, et les entreprises et les ménages s'attendent à un affaiblissement du marché du travail.

Pour la période à venir, les services de l'Eurosystème prévoient désormais que la demande intérieure sera plus faible qu'anticipé en mars, la guerre pesant sur la confiance et la hausse des coûts de l'énergie érodant les revenus réels. Dans le même temps, les bilans des ménages sont solides dans l'ensemble, et la consommation devrait rester le principal moteur de la croissance. La hausse des coûts de l'énergie et la baisse de la confiance pèseront sur l'investissement privé à court terme, qui devrait toutefois être soutenu par les investissements des entreprises dans les nouvelles technologies numériques. L'augmentation des dépenses publiques dans la défense et les infrastructures devrait continuer de stimuler l'investissement public. Ces facteurs devraient permettre d'amortir quelque peu les retombées de la guerre.

Le Conseil des gouverneurs souligne le besoin urgent de renforcer l'économie de la zone euro tout en maintenant des finances publiques saines. La soutenabilité budgétaire constitue un point d'ancrage essentiel pour la stabilité économique plus large. Les mesures budgétaires prises face au choc des prix de l'énergie devraient être temporaires, ciblées et adaptées, comme l'a souligné la Commission européenne dans son paquet de printemps du Semestre européen 2026. Les réformes visant à renforcer le potentiel de croissance de la zone euro et à accélérer la transition énergétique en vue de réduire la dépendance aux combustibles fossiles sont plus vitales que jamais. L'achèvement de l'union pour l'épargne et l'investissement est fondamental pour financer l'innovation, soutenir les transitions écologique et numérique et améliorer la productivité. L'euro numérique et la monnaie de banque centrale interbancaire tokenisée consolideront l'autonomie stratégique, la compétitivité et l'intégration financière de l'Europe, et stimuleront l'innovation dans le domaine des paiements. Il est donc essentiel d'adopter rapidement le règlement établissant l'euro numérique. La simplification et l'harmonisation des règles dans l'ensemble du marché unique de l'UE favoriseront une croissance plus rapide des entreprises européennes.

## Inflation

L'inflation s'est accélérée en mai, à 3,2 %, contre 3,0 % en avril. La hausse des prix de l'énergie s'est légèrement renforcée, à 10,9 %, après 10,8 % en avril, tandis que l'inflation alimentaire s'est ralentie, de 2,4 % à 2,0 %. L'inflation hors énergie et produits alimentaires s'est redressée à 2,5 %, après 2,2 % en avril, le renchérissement des biens s'étant faiblement accentué, à 0,9 %, et l'inflation dans les services s'étant accélérée, de 3,0 % à 3,5 %.

Les tensions d'origine interne sur les coûts se sont atténuées au premier trimestre, sous l'effet d'une progression plus lente des salaires et des bénéfices. L'outil de suivi des salaires de la BCE et les

enquêtes sur les anticipations relatives aux salaires continuent de signaler que la croissance des salaires devrait se modérer au cours de l'année. Il devient toutefois plus onéreux pour les entreprises de se procurer d'autres intrants. Celles-ci prévoient par conséquent de relever leurs prix de vente. De plus, certains indicateurs de l'inflation sous-jacente ont déjà augmenté en raison du choc énergétique. Les anticipations d'inflation à des horizons plus courts demeurent bien supérieures aux niveaux observés avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. Dans le même temps, la plupart des mesures des anticipations d'inflation à long terme s'établissent autour de 2 %, ce qui soutient l'hypothèse d'une stabilisation de l'inflation autour de l'objectif à moyen terme.

Le renchérissement de l'énergie accentuera encore l'inflation durant l'été, et la maintiendra bien au-dessus de l'objectif au cours du premier semestre 2027. Il aura également une incidence sur la hausse des prix des produits alimentaires, des biens et des services. L'inflation devrait ensuite revenir au niveau de l'objectif au second semestre 2027, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et de l'augmentation plus lente des autres prix. Toutefois, la guerre au Moyen-Orient demeure une source d'incertitude importante. Plus les prix de l'énergie resteront longtemps à des niveaux élevés, plus ils seront susceptibles de pousser à la hausse l'inflation au sens large à travers les effets indirects et de second tour. Nous surveillerons par conséquent de près l'ampleur et la persistance de cette augmentation des prix de l'énergie ainsi que ses répercussions sur la formation des prix et des salaires, les anticipations d'inflation et la dynamique économique dans son ensemble.

## Évaluation des risques

Les risques pesant sur les perspectives de croissance sont orientés à la baisse, en raison principalement de la guerre au Moyen-Orient, qui a accentué la volatilité de l'environnement politique mondial. Une prolongation des perturbations des approvisionnements en énergie pourrait se traduire par une hausse des prix de l'énergie plus forte et plus durable qu'anticipé actuellement. Ces facteurs éroderaient les revenus réels davantage et rendraient les entreprises et les ménages plus réticents à investir et à dépenser. Le frein à la croissance se renforcerait si la fermeture d'importantes routes maritimes venait à causer de sévères pénuries d'intrants essentiels forçant les entreprises de la zone euro à réduire leur production. Une détérioration de la confiance sur les marchés financiers mondiaux ou un resserrement de l'offre de crédit pourraient atténuer la demande. Des frictions supplémentaires dans les échanges commerciaux internationaux pourraient également perturber davantage les chaînes d'approvisionnement, réduire les exportations et affaiblir la consommation et l'investissement. D'autres tensions géopolitiques et, en particulier, la guerre injustifiée menée par la Russie contre

l'Ukraine, demeurent une source majeure d'incertitude. Cela étant, la croissance pourrait être plus forte si l'économie et les marchés de l'énergie s'adaptaient plus rapidement que prévu aux perturbations causées par la guerre au Moyen-Orient ou si la guerre se terminait promptement et durablement. De plus, les dépenses prévues en matière de défense et d'infrastructures, les réformes visant à améliorer la productivité et l'adoption par les entreprises de la zone euro de nouvelles technologies pourraient soutenir la croissance davantage que prévu. Une plus forte intégration du marché unique serait aussi de nature à stimuler la croissance au-delà des anticipations actuelles.

Les risques pesant sur les perspectives d'inflation sont orientés à la hausse. Si les prix de l'énergie augmentaient davantage et plus durablement qu'envisagé actuellement, l'accélération de l'inflation dans la zone euro serait encore plus forte. Une telle dynamique pourrait être renforcée et devenir plus persistante si la hausse des prix de l'énergie se diffusait davantage qu'attendu aux autres prix et aux salaires, si les anticipations d'inflation à long terme augmentaient de ce fait ou si les chaînes d'approvisionnement mondiales étaient plus largement perturbées. Les tensions commerciales actuelles pourraient aussi entraîner une plus grande fragmentation des chaînes d'approvisionnement mondiales, réduire l'offre de matières premières critiques et aggraver les contraintes de capacité au sein de l'économie de la zone euro. Des phénomènes météorologiques extrêmes et, plus généralement, l'évolution des crises liées au climat et à la nature pourraient conduire à une hausse des prix des produits alimentaires plus importante que prévu. À l'inverse, l'inflation pourrait être légèrement plus faible si les conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient étaient de plus courte durée qu'anticipé actuellement ou si les effets indirects et de second tour s'avéraient moins prononcés qu'attendu. Des marchés financiers plus volatils et plus réticents à prendre des risques pourraient peser sur la demande et ainsi faire également reculer l'inflation.

## Conditions financières et monétaires

Les conditions financières sont globalement inchangées depuis notre dernière réunion mais demeurent plus strictes qu'avant la guerre. Le coût du financement par endettement de marché est passé à 4,0 % en avril, contre 3,9 % en mars. Les taux d'intérêt bancaires appliqués aux entreprises se sont maintenus à 3,6 % en avril, et les taux hypothécaires à 3,4 %.

Le taux de croissance annuel des prêts bancaires aux entreprises a augmenté en avril, à 3,4 %, après 3,2 % en mars, et celui des émissions d'obligations d'entreprises s'est inscrit en hausse, à 4,6 %.

L'encours des prêts hypothécaires en avril s'est de nouveau accru de 3,0 %.

Conformément à notre stratégie de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs a procédé à une évaluation approfondie des liens entre politique monétaire et stabilité financière. Les banques de la zone euro sont résilientes, soutenues par des ratios de fonds propres et de liquidité solides, ainsi que par une qualité des actifs et une rentabilité robustes. Cependant, une baisse marquée et soudaine des prix des actifs, potentiellement amplifiée par le secteur financier non bancaire et la détérioration de la qualité des actifs, en particulier dans les secteurs sensibles à l'énergie et aux échanges commerciaux, ferait peser des risques sur la stabilité financière. Plus les conflits géopolitiques actuels dureront, plus ces risques s'intensifieront. La politique macroprudentielle reste la première ligne de défense contre l'accumulation de vulnérabilités financières, en renforçant la capacité de résistance et en préservant la marge de manœuvre macroprudentielle.

## Conclusion

Le Conseil des gouverneurs a décidé, ce jour, d'augmenter les trois taux d'intérêt directeurs de la BCE de 25 points de base. Nous entendons mener notre politique monétaire de façon à assurer la stabilisation de l'inflation au niveau de notre objectif de 2 % à moyen terme. Nous suivrons une approche s'appuyant sur les données pour définir, réunion par réunion, l'orientation appropriée de la politique monétaire. Nos décisions relatives aux taux directeurs seront fondées sur notre évaluation des perspectives d'inflation et des risques entourant ces perspectives, compte tenu des données économiques et financières disponibles, de la dynamique de l'inflation sous-jacente et de la force de la transmission de la politique monétaire. Nous ne nous engageons pas à l'avance sur une trajectoire de taux particulière.

En toute hypothèse, nous nous tenons prêts à ajuster l'ensemble de nos instruments, dans le cadre de notre mandat, pour assurer la stabilisation durable de l'inflation au niveau de notre objectif à moyen terme et pour préserver la bonne transmission de la politique monétaire.

Nous sommes maintenant prêts à répondre à vos questions.

*Veuillez consulter la version anglaise pour les termes exacts approuvés par le Conseil des gouverneurs.*